

Finances

J'aimerais énumérer quelques faits.

M. Woolliams: Qu'avons-nous entendu jusqu'ici?

M. Broadbent: Monsieur l'Orateur, j'ai écouté attentivement les propos du chef du parti conservateur (M. Clark), même si je n'étais pas entièrement d'accord avec lui, et j'aimerais qu'on me permette maintenant d'exprimer l'opinion de mon parti.

Des voix: Bravo!

M. Broadbent: Quelles sont certaines des réalités dont nous devrions convaincre les Canadiens? J'aimerais d'abord parler des possibilités d'investissement. Le gouvernement et le parti conservateur ont parlé de la nécessité pour le secteur privé de réaliser des investissements. Je vais vous dresser le dernier bilan du secteur privé. Les responsables de licenciements massifs... Inco, Alcan, Christie Bread... sont des sociétés du secteur privé. Quiconque prétend que ces compressions de personnel avaient quelque chose à voir avec les difficultés que l'État causait aux sociétés en question nous raconte des sornettes. C'est plutôt le contraire. Au Canada ce sont les pouvoirs publics qui ont apporté leur aide aux sociétés coupables de ces licenciements. Mais c'est là une tout autre question.

La réalité en ce qui concerne les investissements transparaît dans une étude de planification effectuée par le ministre des Finances peu avant la conférence des premiers ministres. Dans ce document, il a affirmé qu'afin de ramener le chômage à 5.5 p. 100 d'ici 1982, il nous faudrait accroître les investissements dans notre économie de 7.3 p. 100 par an pendant quatre ans. Monsieur l'Orateur, il convient de noter que depuis trois ans, la moyenne du taux d'investissement se situe à 1.5 p. 100. Le ministre ne nous a donné dans ce document de planification aucune raison d'espérer une croissance significative du secteur privé. Comment peut-il alors compter ramener le chômage à 5.5 p. 100 en 1982 si le taux d'investissement auquel on s'attend se maintient au niveau que l'on a connu?

D'ailleurs, le document de planification ne prévoit aucun changement du taux d'investissement en 1978 par rapport à 1977. Les espoirs d'amélioration de la conjoncture d'ici à 1982 dont nous fait part le ministre au niveau des investissements sont donc des inventions abracadabrantes si l'on se reporte aux conclusions des études auxquelles le gouvernement a lui-même fait procéder.

D'ailleurs, dans le document de planification diffusé avant la conférence, il a déclaré que nous avons besoin de créer au moins 300,000 emplois durant chacune des quatre prochaines années. Les statistiques de chacune des trois dernières années indiquent que nous n'avons réussi à en créer que 175,000. Donc, quand il prévoit 300,000 emplois pour réduire à 5.5 p. 100 le taux de chômage, ce ne sont que des paroles en l'air. Nous ne pouvons guère espérer deux fois plus de nouveaux emplois au cours des trois ou quatre prochaines années que nous n'en avons eu depuis trois ou quatre ans.

C'est la même chose dans le secteur de la fabrication qui revêt une importance cruciale pour toute société industrielle. Selon le document, il faudra créer dans ce secteur 74,000 nouveaux emplois par an pendant les quatre prochaines années. Pourtant, depuis quatre ans nous n'avons créé en moyenne que 17,000 emplois par an. Et maintenant, le ministre dit qu'il va falloir accélérer la création d'emplois de 500 p. 100 par an dans le secteur de la fabrication au cours des quatre prochaines années à venir pour atteindre son objectif. Encore une

fois, il parle en l'air. Absolument rien ne prouve que nous créerons autant d'emplois dans l'industrie manufacturière. Cela en ferait 500 p. 100 de plus en moyenne que nous n'en avons eu depuis trois ou quatre ans.

Voilà donc certains faits sur lesquels je demande aux députés de réfléchir. Je n'ai guère l'espoir de les convaincre, mais j'espère toutefois que de plus en plus de Canadiens suivront sérieusement le débat économique et étudieront les solutions possibles.

Si la situation de l'investissement est aussi mauvaise que le révèlent les prévisions gouvernementales, si les perspectives de création d'emplois dans l'industrie manufacturière ne sont pas meilleures que par le passé, si nous n'avons aucune raison de croire que le secteur privé fera au cours des trois ou quatre prochaines années ce qu'il n'a pas fait pendant ces trois ou quatre dernières années, je me demande pourquoi nous hésitons tellement à étudier les solutions logiques qui s'imposent. Pour régler nos problèmes immédiats, voyons ce qui s'est passé tout au long du siècle.

Ce que je veux dire, c'est que lorsque l'entreprise privée, pour quelque raison que ce soit, et il y a des raisons complexes, ne réussit pas à créer des emplois, il faut alors que l'entreprise publique soit mise à contribution. Cela est certes sensé.

M. Woolliams: Absurde!

M. Broadbent: Le député de Calgary (M. Woolliams) dit que c'est absurde. Je lui ferai remarquer que le premier ministre de sa propre province (M. Lougheed) a acquis le contrôle de la PWA, l'une des plus importantes compagnies aériennes du Canada. Peut-être que lorsqu'un gouvernement conservateur achète quelque chose cela n'est pas de la propriété publique... mais nous, nous, appelons cela de la propriété publique.

M. Woolliams: C'était pour en priver Barrett.

M. Broadbent: Foutaise! Vous pouvez constater, monsieur l'Orateur, le peu de sérieux qui règne ici. Les Canadiens ne toléreront pas le manque de sérieux. Ce même gouvernement sous la direction de M. Lougheed a investi des centaines de millions de dollars dans l'entreprise Syncrude. Il était raisonnable d'y investir aussi des deniers publics.

● (2042)

Bill Davis est le premier ministre d'une province qui fut l'une des premières au pays à se lancer dans des travaux d'aménagement hydro-électrique sur une grande échelle. C'est un investissement public qui crée des emplois tout de suite et produit de l'énergie par la suite.

Ce que je veux démontrer, c'est que le temps que nous consacrons à parler de la nécessité de s'occuper de l'économie canadienne, de créer des emplois tout de suite, et à long terme de réduire le taux d'inflation pour influencer la communauté internationale qui nous regarde et qui a réagi de façon que notre dollar a baissé, c'est précisément du temps que nous devrions consacrer à faire croître l'économie canadienne. Mon Dieu, je peux dire au premier ministre que l'un de ses prédécesseurs, Lester Pearson, et même Mackenzie King, savait reconnaître l'évolution de l'économie, et je ne peux comprendre pourquoi les libéraux ont perdu le sens des perspectives historiques.